

## Questions orales

**Une voix:** Le ministre va-t-il remettre sa démission?

**M. Stevens:** Je me demandais si le premier ministre suppléant serait en mesure de dire à la Chambre si le ministre d'État chargé du multiculturalisme, qui est absent de la Chambre depuis plusieurs jours, cherche en fait son adjoint administratif?

**M. l'Orateur:** A l'ordre, s'il vous plaît. Peut-être que mon intuition ne m'a pas trompé lorsque j'ai proposé qu'il n'y ait pas de deuxième question supplémentaire.

**M. Sharp:** J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. Je suis persuadé que la Chambre sera désolée d'apprendre que le ministre chargé des affaires multiculturelles est malade et qu'elle voudra lui souhaiter un prompt rétablissement.

\* \* \*

## L'ASSURANCE-CHÔMAGE

## LE RAPPORT DU COMITÉ CONSULTATIF—DEMANDE DE PUBLICATION

**M. Lincoln M. Alexander (Hamilton-Ouest):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration. Je voudrais savoir ce que le comité consultatif de la Commission d'assurance-chômage fait actuellement. Le ministre peut-il me dire, puisque plusieurs de ses membres sont maintenant de retour de leurs vacances en Suisse, si en fait le comité consultatif se réunit, s'il le fait à d'autres endroits qu'à Toronto, si son rapport est prêt à être présenté au ministre et, sinon, ce qui le retient, puisque l'on se souvient que le comité a déposé un rapport ayant trait à la première partie de son enquête au mois d'avril. Je crois que ce ministère est responsable jusqu'à un certain point d'assurer que l'étude est menée à bonne fin. Qu'a-t-il à dire au sujet de la question que je lui ai posée?

**L'hon. Robert K. Andras (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration):** Monsieur l'Orateur, le comité consultatif doit tenir des audiences publiques, une à Toronto qui, je crois, aura lieu le 19 juillet, après quoi il ira à Vancouver, pour recevoir les instances des réclamants dans les deux cas. Ensuite, je suis persuadé qu'il pourra soumettre ses recommandations sous forme d'un deuxième rapport. Puis-je ajouter, comme je l'ai déjà dit, qu'en dépit de ce délai logique et raisonnable à obtenir l'opinion des réclamants, nous avons pris des mesures afin de remédier à la situation dans laquelle nous nous trouvons.

**M. Alexander:** Afin de m'assurer si le comité consultatif a bien accepté ses responsabilités qui consistent à présenter un rapport au ministre au cours du deuxième semestre de l'année, je voudrais savoir si le comité consultatif a effectivement donné ce rapport au ministre et si ce dernier

[M. l'Orateur.]

est maintenant en mesure de le déposer. Dans la négative, qu'est-ce qui empêche le comité de le présenter cette fois-ci étant donné ses responsabilités à cet égard?

**M. Andras:** Le rapport est sur le point de m'être présenté et dès que je l'aurai examiné, je le déposerai.

\* \* \*

## L'OFFICE NATIONAL DE L'ÉNERGIE

## LA NOMINATION DU REMPLAÇANT DU PRÉSIDENT, M. HOWLAND—LES MOTIFS DU RETARD

**L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Étant donné la grande importance du poste de président de l'Office national de l'énergie, surtout dans les conditions actuelles, j'aimerais demander au ministre s'il peut assurer à la Chambre que le gouvernement nommera un successeur à M. Howland avant que ce dernier ne prenne sa retraite.

**L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources):** Monsieur l'Orateur, nous examinons la chose. J'espère que nous pourrons le faire.

**M. Stanfield:** Étant donné l'importance de ce poste, et le gouvernement sait bien qu'il doit y nommer quelqu'un, le ministre peut-il expliquer pourquoi il doit se contenter, ce matin, de dire à la Chambre que le gouvernement examine actuellement la chose? Y a-t-il des raisons valables pour retarder une nomination aussi importante?

**M. Macdonald (Rosedale):** Non, monsieur.

**M. Hees:** Il n'y a pas un seul libéral au pays qui ait la moindre trace d'énergie.

**Des voix:** Oh, oh!

\* \* \*

## LES APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES

## L'OPPORTUNITÉ DU PASSAGE DE COMMANDES EN COLOMBIE-BRITANNIQUE

**M. Barry Mather (Surrey-White Rock):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre des Approvisionnement et Service. Étant donné qu'une réunion des chefs libéraux va avoir lieu cette fin de semaine à Vancouver et qu'une autre réunion sur les objectifs économiques de l'Ouest canadien doit avoir lieu d'ici deux jours, le ministre va-t-il envisager d'augmenter le très petit pourcentage de commandes que son ministère passe à la Colombie-Britannique pour les contrats de services et d'approvisionnements, qui ne serait que de 5 p. 100?

[Français]

**L'hon. Jean-Pierre Goyer (ministre des Approvisionnements et Services):** Monsieur le président, je n'ai pas les statistiques en main, mais si ma mémoire est fidèle, durant les cinq dernières années, en chiffres absolus et en termes de pourcentage, les achats en Colombie-Britannique ont doublé. Il est vrai que la situation n'est pas encore satisfaisante; c'est pourquoi nous envisageons d'ouvrir, en Colombie-Britannique, un bureau régional d'achats tel que nous l'avons fait récemment à Edmonton.